

Chapitre 2

Les droits et les obligations du département

2.1. Les pouvoirs du Président du Conseil Général



Le Président du Conseil Général exerce sur la voirie départementale les attributions mentionnées au 5^{ème} alinéa de l'article 25 de la loi N°82-213 du 02 mars 1982.

A ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à la gestion du domaine public routier départemental, c'est à dire la police de la conservation et la police de la circulation.

2.2. L'obligation du bon entretien (Article L131-2 du Code la Voirie Routière)

Le domaine public routier du Département est aménagé et entretenu par le Département de telle façon que la circulation normale des usagers, sauf circonstances exceptionnelles, y soit assurée dans des conditions normales de sécurité.

2.2.1 Hors Agglomération

AGGLOMÉRATION

Le Département assure l'entretien :

- de la chaussée et de ses dépendances, notamment en ce qui concerne le débroussaillage.
- des ouvrages d'art,
- des équipements de sécurité,
- de la signalisation réglementaire nécessaire pour le guidage et la sécurité des usagers.

Des conventions peuvent être établies entre différentes parties pour assurer, par exemple, l'élégage.

2.2.2 En Agglomération (Articles L2212-1 et L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

AGGLOMÉRATION

Le Département n'a pas d'autres obligations que celles qu'il a en dehors des agglomérations (cf 2.2.1). Il lui incombe les emprises spécifiquement routières et les équipements de sécurité. L'entretien des emprises à usage urbain incombe à la commune.

Le Département n'aménage et n'entretient pas :

- les places publiques, esplanades et contre allées,
- les trottoirs, les bandes de stationnement, les pistes cyclables,
- les dispositifs particuliers de sécurité,
- les pavages spéciaux,

- les réseaux d'assainissement d'eaux usées ou pluviales,
- la signalisation horizontale,
- les espaces verts y compris les terre pleins centraux des giratoires, les arbres d'alignement plantés par la commune ou incorporés à des aménagements communaux,
- l'éclairage public,
- le mobilier urbain sauf quand il a été mis par ses soins,
- les feux tricolore,
- les murs, remblais et ouvrages qui soutiennent exclusivement les abords de la voirie,
- les passages supérieurs,
- les panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération,
- les équipements liés à des mesures de police de circulation.

Le Département n'assure pas :

- la collecte longitudinale des eaux qui sont de la compétence du Maire de la commune conformément au Code Général des Collectivités Territoriales,
- l'entretien courant et le nettoyage de la chaussée et des dépendances,
- le fauchage et le débroussaillage.

Le Département n'est pas dans l'obligation d'assurer le déneigement à l'intérieur des agglomérations.

Des conventions spécifiques conclues avec les communes permettent de compléter ces dispositions.

Rappel : tout aménagement qui modifie les conditions de circulation des usagers, peut être réalisé par des tiers (collectivités ou particuliers), à leurs frais, sous réserve qu'ils y aient été expressément autorisés par le représentant qualifié du Département.

2.3. Le droit de réglementer l'usage de la voirie (Articles L113-1, L131-1, L131-2, L131-3, R113-1, R131-1, R131-1, R131-2 du Code de la Voirie Routière, et R422-4 du Code la Route)



Les routes départementales sont normalement ouvertes à la circulation des véhicules dont les caractéristiques techniques sont conformes à celles définies par les textes en vigueur.

2.3.1 Les arrêtés de circulation, limitation de tonnage, chantiers, etc ...

Le Président du Conseil Général peut interdire de manière temporaire ou permanente l'usage de tout ou partie du réseau routier départemental aux catégories de véhicules dont les caractéristiques ne sont pas compatibles avec la résistance, ou la largeur, des chaussées ou ouvrages d'art (Annexe3).

Ces restrictions ne peuvent pas être discriminatoires (par exemple interdiction pour les camions de l'entreprise « X »).

2.3.2 Les transports exceptionnels (Instruction Ministérielle N°81-85 du 23/09/1981).

La circulation des véhicules, dont le poids ou la longueur ou la largeur ou la hauteur dépasse celle ou celui fixé par les textes, doit être autorisée par un arrêté du Préfet pris après avis du Président du Conseil Général ou de son représentant.

Dans son avis, le Président du Conseil Général ou son représentant peut demander que l'usage de la voirie du Département soit autorisée sous certaines réserves (heures de circulation, itinéraire imposé, présence d'un véhicule d'accompagnement, etc...)

Les restrictions permanentes ou provisoires aux conditions de circulation sont signalées aux usagers par une signalisation conforme à celle définie par les textes en vigueur.

2.3.3 En agglomération

AGGLOMÉRATION

Tout aménagement qui modifie les conditions de circulation des usagers, peut être réalisé par des tiers (collectivités ou particuliers), à leurs frais, sous réserve qu'ils y aient été expressément autorisés par le représentant qualifié du Département.

2.4. Le droit du Département aux carrefours RN/RD, RD/VC. (Article L131-3 du Code la Voirie Routière)



L'aménagement ou la création d'un carrefour avec une route départementale doit, préalablement à tout commencement d'exécution, recueillir l'accord du Département. Celui-ci est réputé donné sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur, notamment des prescriptions du Code de l'Urbanisme.

Il ne préjuge en rien des obligations qui peuvent être imposées au titre de l'autre voie du carrefour (RN/RD ; RD/VC).

2.5. L'écoulement des eaux sur le Domaine Public Routier (Article R131-1 du Code de la Voirie Routière et 640 à 642 du Code Civil)

Il est interdit de refouler les eaux sur le domaine public et d'une manière générale de compromettre ou d'interdire l'écoulement des eaux.

Les routes départementales sont des ouvrages publics ayant pour destination la circulation routière.

Les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public routier sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en découlent naturellement (Code Civil).

2.6. Le droit du Département dans les procédures de classement / déclassement. (Article L123-2, L123-3, R 123-2, L131-4, R131-3 à 8 du Code de la Voirie et le L318-1 du Code de l'Urbanisme)

2.6.1 Classement d'une voie communale dans la voirie départementale



Le classement et le déclassement des routes départementales relèvent du Conseil Général. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement de ces routes.

Les délibérations du Conseil Général concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

A défaut d'enquête relevant d'une autre réglementation et ayant porté sur ce classement ou déclassement, l'enquête rendue nécessaire en vertu de l'alinéa précédent se déroule selon les modalités prévues aux articles R.131-3 / R.131-8.

Lorsque l'opération comporte une expropriation, l'enquête d'utilité publique tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent.

Le Conseil Général est également compétent pour approuver les projets, les plans et les devis des travaux à exécuter pour la construction et la rectification des routes.

Les enquêtes publiques préalables prévues aux articles L131-4 et L141-3 du Code de la Voirie Routière peuvent être menées conjointement.

2.6.2 Création d'une nouvelle voie



Le Conseil Général est compétent pour décider de l'ouverture, du redressement et de l'élargissement des routes départementales.

Les délibérations correspondantes interviennent éventuellement après enquête publique.

Après que l'ouverture aura été approuvée par le Conseil Général, les terrains nécessaires peuvent être acquis par voie amiable ou après expropriation dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2.6.3 Déclassement



Le déclassement des routes départementales relève du Conseil Général selon les conditions énoncées dans l'article L131-4 du Code de la voirie routière.

2.7. La prise en compte des intérêts de la voirie routière départementale dans les documents d'urbanisme (Article L121-4 du Code de l'Urbanisme).

« L'Etat, les Régions, les Départements, les autorités compétentes en matière d'organisation des transports urbains et les organisations de gestion des parcs naturels régionaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions prévues aux chapitres II et III » extrait du Code de l'Urbanisme.

2.7.1 Les schémas directeurs, de cohérence territoriale, de secteurs, et de voirie d'agglomération (Articles L121-1, R122-25 et R122-27 du Code de l'Urbanisme, et le L121-3 du Code l'Urbanisme)

Le Département indique l'organisation générale de la circulation et demande à l'autorité compétente la prise en compte de ses projets.

2.7.2 Le Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme (Article L123-1 à L123-3 du Code de l'Urbanisme)

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) ou le Plan Local d'Urbanisme (PLU) fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols en particulier : « le tracé et les caractéristiques des voies de circulation », « les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics ».

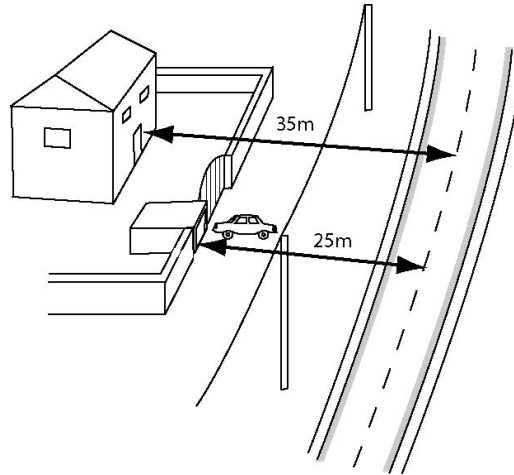
A ce titre, le Département demande à l'autorité compétente d'introduire dans le POS ou le PLU tous les éléments concernant sa voirie.

Le Département fournit les documents permettant que soient inscrites, dans le POS ou le PLU, les prescriptions et prévisions concernant sa voirie au travers des éléments constitutifs du POS ou du PLU :

- le projet d'aménagement et de développement durable,
- le rapport de présentation,
- les documents graphiques où apparaissent les zones de prescriptions particulières : les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, les zones naturelles, les espaces boisés à conserver ou à créer, les prescriptions architecturales, les tracés de voies nouvelles, les emplacements réservés, les limitations d'accès,
- le règlement qui fixe les règles applicables aux terrains compris dans les différentes zones du territoire couvert par le plan : accès, stationnement, emplacements réservés, marges de recul à respecter pour l'implantation des constructions par rapport à l'axe (existant ou projeté) des routes départementales :
 - Réseau structurant : 35 mètres de l'axe de la route pour les habitations et 25 mètres au moins pour les autres constructions,
 - Réseau de liaison et de desserte : 15 mètres de l'axe de la voie.

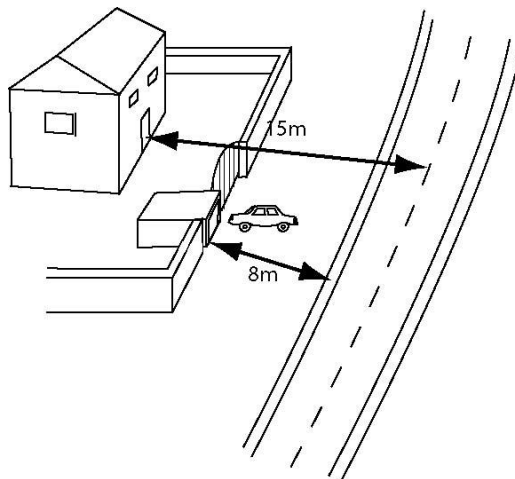
Toutefois, dans le cadre des routes en relief difficile, un recul plus important pourra être exigé.

Par ailleurs, hors agglomération, il convient de fixer au niveau des carrefours **du réseau structurant**, des routes à 3 ou 4 voies ou à 2 sens de circulation séparés par un terre plein central, une double condition dans l'appréciation des règles de recul, en insérant une marge de reculement minimum de 25 mètres à partir de l'emprise des voies publiques. L'emprise d'une voie est constituée de la voie de circulation et de ses dépendances (accotements, talus, fossés, ...).



Exemple de réseau structurant

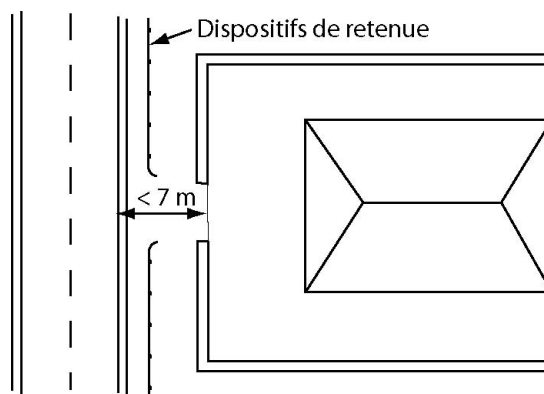
Pour ce qui concerne **les réseaux de liaison et de desserte**, une double condition est également applicable. En effet, une distance d'au moins 8 mètres de l'emprise des voies devra être respectée pour toutes les constructions.



Exemple de réseau de liaison et de desserte

Dans le cas de constructions existantes à l'intérieur de ces bandes, les reculs ne s'appliqueront pas à l'extension de celles-ci dès lors que leur destination n'est pas modifiée, et que leur recul existant n'est pas diminué.

A noter : lorsque les constructions se situent dans la zone de sécurité (7 mètres en aménagement neuf et 4 mètres en aménagement de routes existantes) un dispositif de retenue pourra être demandé dont la pose et l'entretien sont à la charge du pétitionnaire.



Exemple de construction neuve dans la zone de sécurité.

Ces marges de recul cessent de s'appliquer à l'intérieur de la ou les zone(s) bâtie(s) agglomérée(s) et ne s'appliquent pas aux installations techniques de service public.

NB : Pour ce qui concerne les voies classées routes à grande circulation, il convient, outre la prise en compte des reculs ci-dessus, de se référer au titre 1.12 du Règlement de Voirie rappelant les obligations issues de l'article L111-1-4 du Code l'Urbanisme .

- Les annexes qui comprennent notamment la partie intéressant la voirie : la liste des emplacements réservés, la liste des opérations déclarées d'utilité publique, les servitudes d'interdiction d'accès pour les cas particuliers (route express et déviation de route à grande circulation), les servitudes d'utilité publique, les servitudes de visibilité (plan de dégagement), les servitudes d'alignements (plan d'alignement).

Le Département est associé à l'élaboration ou à la révision des POS ou PLU. Il exprime ses intérêts au stade du porter à la connaissance et, en sa qualité de personne publique associée, donne son avis sur le contenu du POS ou du PLU.

2.7.3 Le porter à connaissance (Articles L121-1 et R121-1 du Code de l'Urbanisme)

La contribution du Département pour ce qui concerne sa voirie est la suivante :

- les procédures d'utilité publique d'intérêt général,
- les projets d'intérêt généraux (PIG),
- les prescriptions type. Cette rubrique regroupe toutes les éléments qui peuvent être utiles dans l'élaboration d'un document d'urbanisme par exemple : marges de recul, condition d'accès.

2.7.4 L'avis sur les documents d'urbanisme (Articles L122-6 à L122-8, L123-8, L123-13, L121-6 du Code de l'Urbanisme)

L'avis du Département peut s'exprimer aux phases suivantes :

- documents d'urbanisme,
- documents d'urbanisme arrêtés,
- documents d'urbanisme soumis à enquête publique,
- commission de conciliation.

2.7.5 Elaboration - Modification - Révision - (Articles L122-1 à L122-19, L123-1 à L123-20 et L124-1 à L124-4 du Code de l'Urbanisme)

Le Département demande à l'autorité compétente d'introduire les prévisions et prescriptions d'aménagement de sa voirie aux stades de l'élaboration, de la modification ou de la révision.

2.8. La prise en compte des intérêts de la voirie routière départementale



Le Département demande à être consulté pour tout acte de construction ou d'occupation des sols pouvant avoir des incidences sur le Domaine Public Routier ou le Budget Départemental.

L'avis formulé par le représentant du Département doit être établi dans le respect des dispositions du présent règlement. Après avis de la Commission des Routes seules des dérogations justifiées et motivées, ne remettant pas en cause la sécurité des usagers, pourront être accordées.